

Mardi 11 Août 1846.

LIBERTÉ. — ÉGALITÉ. — FRATERNITÉ.

ABONNEMENTS :

TROIS MOIS. SIX MOIS. UN AN.
Paris..... 5 fr. 10 fr. 20 fr.

LE SOIR

1^{re} Année. — N° 2.

ORDRE. — PROPRIÉTÉ. — FAMILLE.

BUREAUX : RUE BERGÈRE, 8.

Les Abonnements partent des 1^{er} et 16 du mois.
On ne reçoit que les lettres affranchies.

Bulletin de la Journée. — Édition complètement inédite.

Le journal LE SOIR donne, avec la BOURSE DU JOUR, toutes les nouvelles de Paris, notamment les Actes officiels, ainsi que toutes les nouvelles des départements et de l'étranger apportées par les courriers jusqu'à trois heures de l'après-midi.

Mis sous presse à quatre heures du soir, il DEVANCE TOUS LES AUTRES JOURNAUX et donne, LE PREMIER, la Bourse et les nouvelles. De prétendus journaux du soir paraissent sans la Bourse, la chose la plus importante de la journée.

Dans sa demi-feuille, notre publication contient autant de nouvelles que les journaux d'une feuille entière, et qui contiennent une fois et deux fois plus. Ces journaux se remplissent, en effet, à l'aide du feuilleton (qu'on ne lit pas le soir) ou d'articles sans actualité, sans intérêt. — Pendant la session de l'Assemblée nationale, nous aurons d'ailleurs une ou deux éditions double format.

Notre publication résout un problème, celui de donner à un prix extrêmement faible un journal du soir utile, intéressant et COMPLET. Le Bulletin de la Bourse, publié isolément, et qui n'a que des chiffres, se vend 5 et 10 centimes. Nos lecteurs ont le même Bulletin (1) et, de plus, un véritable journal, pour 5 centimes seulement. Nous devons donc croire à notre succès.

SOMMAIRE. — Nouvelles de la Bourse d'aujourd'hui. — Cours des rentes et actions. — Nouvelles d'Angleterre. — Actes officiels : Lettre du maire de Paris contre les locataires. — Graves révélations sur l'emploi des fonds secrets. — Correspondance curieuse entre Louis-Philippe et ses ministres : Lettres de Louis-Philippe, de Guizot et de Salvandy. — Nouvelles de l'étranger : Italie, Espagne, États-Unis. — Avis aux ouvriers allemands. — Pièces de un centime. — Le chef Bou-Maza. — Changement de la décoration de Juillet. — Affaire de l'hôtel des Invalides. — Maisons de jeu, etc.

BOURSE D'AUJOURD'HUI.

La confiance renaît peu à peu à la Bourse, et la rente a éprouvé aujourd'hui un nouveau mouvement de hausse, que l'on attribue à plusieurs causes. Les nouvelles de Londres étaient rassurantes, et jusqu'à la date d'hier, 4 heures, la tranquillité de la ville n'avait pas été troublée par le meeting des chartistes de Kennington Common.

Cependant nous ne croyons pas que le résultat négatif de la réunion montre des chartistes et la hausse des fonds anglais, qui arrivaient aujourd'hui à 81 3/8 1/2, aient pu avoir beaucoup d'influence sur la Bourse de Paris. La hausse de nos fonds a été produite principalement par le bruit répandu que le Gouvernement provisoire renouait pour le moment à s'emparer des chemins de fer et de la Banque de France. Cette nouvelle a surtout produit de la hausse sur les actions de la Banque de France, qui se sont relevées un moment jusqu'à 4,400 fr.

Quelques personnes prétendaient que le mouvement de hausse était produit en partie par le manifeste de l'empereur de Russie, qui était regardé comme pacifique.

Nous croyons plutôt que le véritable motif de la reprise qui a lieu depuis quelques jours, et qui s'est continué encore aujourd'hui, est la nécessité des réalisations de bénéfices. Ceux qui avaient vendu dans les bas cours se hâtent de racheter de peur de se trouver dans l'impossibilité de rentrer dans leurs inscriptions à moins de grands sacrifices.

On a parlé aujourd'hui de la suspension des paiements d'une grande maison de banque de Paris.

Les actions de chemins de fer ont suivi l'impulsion générale, et ont éprouvé un mouvement de hausse assez prononcé, surtout sur le Nord et le Lyon.

Vers deux heures et demie, la hausse s'est arrêtée sur toutes les valeurs, et les réalisations de bénéfices ont fait retrograder les cours pour la clôture.

La rente 3 0/0 a varié de 43 à 45, et elle a fermé à 41 75. La rente 5 0/0 a varié de 60 à 63, et elle reste à 61. Les bons du trésor étaient, comme hier, à 43 0/0.

L'emprunt belge de 1840 a varié de 58 à 57; celui de 1842 de 57 1/2 à 58. Le 4 1/2 0/0 belge a monté de 3, à 48. L'emprunt romain de 4 1/2, à 51 1/2. L'emprunt du Piémont de 30, à 690. La rente de Naples a fait 51 et 50 50.

Les actions du Nord ont varié de 325 à 317 50; Orléans, de 425 à 435; Lyon, de 312 50 à 305; Strasbourg, de 345 à 338 75; Nantes, de 335 à 333 50; Vierzon, de 217 50 à 215; Marseille, de 487 50 à 490; Le Havre, de 307 50 à 300; Rouen, de 425 à 435.

La Banque de France est montée à 4,400, et est retombée à 4,075. Les Quatre-Canaux étaient à 650. Les Obligations de la Ville ont monté de 35, à 900. La Vieille-Montagne était à 2,000.

NOUVELLES DE LONDRES.

Nous recevons les journaux de Londres du 10 au soir : Le gouvernement britannique en a été quitte pour la peur : à 11 heures du matin les chartistes ont commencé à se réunir à Kennington Common; mais ils n'étaient guère que 9 à 10 mille, c'étaient pour la plupart des ouvriers irlandais; à peine quelques milliers de personnes étaient-elles réunies, comme nous venons de le dire, et M. Feargus O'Connor s'était-il mis en devoir de les haranguer, qu'un officier de police apporta une lettre à cet honorable.

Le bruit courut aussitôt dans le meeting que Feargus O'Connor était arrêté; il n'en était rien toutefois, et ce personnage se hâta de déclarer qu'il venait de recevoir du Gouvernement un message dans lequel on déclarait que le meeting serait dispersé au besoin par la force, s'il ne se séparait volontairement.

M. Feargus O'Connor ajouta qu'à son avis il fallait obéir au Gouvernement, puisque les chartistes n'étaient pas armés.

Alors la majeure partie des ouvriers composant la réunion s'écrièrent qu'ils étaient trahis, et que c'était la dernière fois que Feargus O'Connor les attraperait. Puis, chacun s'en retourna chez soi.

Feargus O'Connor s'achemina presque seul vers une heure et demie du côté de la chambre des communes, escortant le fameux char sur lequel était déposée la pétition-monstre.

Aidé de trois ou quatre personnes, il la traîna jusqu'au bureau de la chambre, qui comptait plus de cinq cents membres réunis.

La séance n'a du reste offert rien de saillant jusqu'au départ du courrier, si ce n'est un discours très-violent de M. Smith O'Brien, à propos de la deuxième lecture du bill destiné à donner plus de sécurité à la couronne et au gouvernement.

L'autorité avait fait à Londres d'immenses préparatifs de répression qui paraissent avoir été inutiles.

(1) Ce Bulletin-Tableau sera imprimé à partir de demain.

Il est possible, néanmoins, que des désordres aient éclaté dans la soirée du lundi; nous ne serons fixés à cet égard qu'après avoir reçu le courrier de demain.

ACTES OFFICIELS.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux sur les inconvénients de la concession, toute de faveur, faite jusqu'ici de certaines salles du Louvre à des personnes étrangères à la responsabilité de la garde et de la conservation des objets d'art;

Vu l'urgence de la prompte appropriation de ces salles aux besoins de l'étude et de la curiosité des artistes et du public :

A l'avenir, aucune salle appartenant au musée du Louvre ne sera distraite de sa destination naturelle pour une convenance particulière.

Les artistes occupant actuellement, à titre de faveur, des ateliers dans le Louvre, seront prévenus par la direction des musées nationaux d'avoir à lui en faire la remise dans le délai de six semaines.

Le ministre de l'intérieur arrête :

Vu le rapport du citoyen directeur des musées nationaux concernant l'état des inventaires trouvés existant dans les bureaux de l'ex-directeur des musées royaux séant au Louvre,

Il lui est ordonné de faire confectionner de nouveaux timbres et estampilles au nom de la République, et d'en frapper les objets qui ne portent aucune marque.

Le citoyen Armand Marrast, maire de Paris, a adressé aujourd'hui aux maires de cette ville la lettre suivante, qui lui conciliera de nouveau les sympathies publiques :

Citoyen maire,

Je viens appeler toute votre attention sur des faits dont la gravité pourrait, à juste titre, alarmer la population, et dont le caractère de violence réjaillirait sur l'autorité elle-même, si, après les avoir connus, elle les tolérât.

Déjà, dans plusieurs quartiers de Paris, des locataires mal conseillés par le besoin sans doute, ou s'appuyant à tort sur la gêne momentanée du commerce et sur l'embarras des transactions de tous genres, ont cru pouvoir exiger de leurs propriétaires des quittances définitives de loyer, sans en avoir effectué le paiement.

A ce premier abus se sont joints, dans quelques arrondissements, des actes non moins regrettables : on a voulu, par certains signes extérieurs, désigner à l'attention publique, d'abord les maisons de ceux qui se sont montrés faibles, aujourd'hui les maisons de ceux qui sembleraient vouloir rester forts.

C'est à nous, citoyen maire, c'est à l'autorité municipale, en premier lieu, qu'il appartient de flétrir de tels actes, de condamner de telles faiblesses, et de prêter appui moral au bon droit.

Ne pas acquiescer à cette loi fixe peut quelquefois devenir une nécessité heureuse que des circonstances extraordinaires justifient; mais exiger quittance de ce qu'on n'a point payé est toujours un délit que rien ne saurait excuser et que la loi doit poursuivre : ni nous, ni le pouvoir judiciaire, nous ne manquerons à ce devoir.

Les principes d'égalité et de fraternité qu'a proclamés la République seraient violés le jour où la crainte aurait suffi pour imposer silence au droit. Veillons à ce que ces principes sacrés soient bien compris et courageusement défendus; à ce qu'ils deviennent non-seulement la force de chacun, mais la sauvegarde de tous.

L'intérêt de la République, c'est l'intérêt du propriétaire aussi bien que celui du commerçant, de l'agriculteur et de l'ouvrier; car il n'y a plus de classes en France, il n'y a désormais que des citoyens qui ont tous un droit égal à la protection du Gouvernement et des lois.

Ces lois punissent tout excès, tout abus, toute violence; vous les invoquez au besoin, citoyen maire, la ferme intention du Gouvernement provisoire étant que des actes aussi coupables que ceux que je vous signale soient, sans hésitation, réprimés.

Vous voudrez bien, en conséquence, prendre toutes les mesures que vous jugerez convenables pour en prévenir le retour; dans le cas où ils devraient se reproduire, je vous invite à réclamer immédiatement l'intervention de M. le préfet de police, et à saisir l'autorité judiciaire, qui poursuivra sans relâche les auteurs de ces actes déshonorants.

EMPLOI DES FONDS SECRETS.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

La seconde livraison de la Revue rétrospective, qui a paru aujourd'hui, publie un détail de dépenses accidentelles et secrètes, acquittées en France par le ministère de la guerre, et applicables aux exercices de 1840 à 1847. Louis-Philippe, depuis plusieurs années, faisait collection des états annuels de ces sortes de dépenses, et cette collection a été trouvée aux Tuileries, d'où elle est passée au parquet de la cour d'appel. La Revue rétrospective ajoute : « Ces documents doivent être complétés par d'autres états de répartition de subventions annuelles à des artistes et à des littérateurs, subventions que les ministres de l'intérieur et de l'instruction publique avaient le tort de distribuer dans l'ombre. »

Les dépenses secrètes du ministère de la guerre se divisaient en dépenses des divisions territoriales de l'intérieur, et en dépenses de l'Algérie.

La première nature de ces dépenses se composant presque uniquement de sommes mises à la disposition des commandants des divisions militaires, ce qui ne présente pas d'intérêt, et renfermant aussi l'indication de missions secrètes à l'étranger, qu'il ne serait pas sans inconvénient de faire, même après coup, connaître aux pays visités, la Revue rétrospective s'est abstenue d'en donner le détail.

Dans les dépenses secrètes de l'Algérie, les unes sont acquittées en Afrique, et ne sont qu'une répartition plus ou moins équitable, mais sans intérêt, de fonds mis à la disposition d'officiers généraux ou supérieurs chargés de commandements. Mais les dépenses algériennes, ordonnées et acquittées en France, ont souvent un autre caractère, et on remarque parmi les parties prenantes, dit la Revue, un grand nombre d'Arabes français.

Il serait trop long et peu intéressant même de reproduire tous les chiffres des états. Nous nous bornerons à citer les répartitions suivantes :

M. le général Berthois, 2,000 fr. pour supplément d'indemnité de voyage. — M. Bresnier, directeur de la comptabilité du ministère des affaires étrangères, 100,000 fr. pour secours aux chrétiens de Syrie. — Le lieutenant-colonel Youssouf, 20,000 fr. pour l'acquisition des dettes contractées quand il était bey de Constantine. — Le colonel Bory de Saint-Vincent, 2,400 fr. pour l'aider à entretenir sa famille en France. — L'évêque d'Alger, 48,000 fr., dont 10,000 pour la liquidation de ses dettes. — Le Moniteur de l'Armée, 30,524 fr. pour abonnements et rédaction. — M. Philpoteaux, peintre, 6,000 fr. pour le tableau de la Défense de Mazagan. — Le général de Ruignay, 6,000 fr. pour frais de re-

présentation en Algérie. — M. Lingay, secrétaire de la commission de colonisation, 12,000 fr. pour indemnité plus frais de mission indéterminés. — M. Flandrin, peintre, 300 fr. pour documents géographiques recueillis et publiés. — M. Laurence, 15,000 fr. pour mission en Algérie. — La comtesse Durocheret, 3,000 fr. pour les funérailles du général. — La marquise de Faudas, 3,000 fr. à l'occasion de la mort de son mari. — Le docteur Barachin, 6,000 fr. pour secours. — Le général Prével, 2,000 fr. pour complément de traitement. — La veuve du général Bro, 4,500 fr. pour subvention. — Le général Delarue, 12,000 fr. pour sa mission en Maroc. — M. Roches, interprète à l'armée d'Afrique, 4,000 fr. pour retourner en Algérie. — M. Duperrel, rédacteur de la revue la Renommée, 300 fr. pour secours. — MM. Boulay (de la Meurthe), conseiller d'Etat, et Magne, auditeur, 3,760 fr. pour indemnité et frais relatifs à leur mission à Alger, pour l'arrangement des affaires de l'ancien évêque. — L'évêque d'Alger, 42,000 fr. pour frais de premier établissement. — Le ministre, 870 fr. cinquante centimes pour frais de Paris à Eu et retour. — La famille Thiébaut, 2,000 fr. pour secours et funérailles du général Thiébaut. — Le général Prével, 10,000 fr. pour indemnité. — M. Paul de Musset, 1,200 fr. pour recherches sur le commerce de Venise avec l'Afrique septentrionale. — Le maréchal duc d'Isly, 3,733 fr. pour frais de représentation et de bureau pendant son séjour en France. — Le général Lamoricière, 4,000 fr. pour le mobilier de l'hôtel à Oran. — M. Watemare, 2,000 fr. pour indemnité d'un voyage aux États-Unis. — La Revue des Deux Mondes, 305 fr. pour abonnement. — Le journal la Flotte, 4,000 fr. pour cinquante abonnements.

Le total des dépenses est :

Pour l'exercice 1840, de...	244,441 fr.
— 1841.....	251,653
— 1842.....	471,886
— 1843.....	497,685
— 1844.....	250,000
— 1845.....	253,841
— 1846.....	209,946
— 1847.....	30,900

Total général... 4,580,292 fr.

Une somme considérable, dans ce total, est portée pour « indemnités et gratifications à un grand nombre d'employés, à raison de travaux extraordinaires. » On voit figurer aussi 5,140 fr. pour frais d'impression à la suite du banquet de Neuilly et du camp de Compiègne; 300 fr. pour 40 exemplaires du Spectateur militaire; 300 fr. pour 3,000 exemplaires du procès Quénisset; 700 fr. pour indemnité à la fille d'un officier qui a livré un tableau d'église; 4,594 fr. pour remboursements de dépenses pour brochures, publications et autres frais relatifs au cabinet du président du conseil; 79,227 fr. pour le monument à la mémoire du duc d'Orléans (sauf un solde non déterminé et compris dans une dépense générale de 44,222 fr.).

Enfin, une dépense figure pour une somme importante, c'est celle des fêtes du roi. Cette dépense est qualifiée d'extraordinaire; elle est confondue dans des sommes plus fortes mises à la disposition du ministre.

Il est impossible de voir plus de prodigalité, plus de désordre, plus de gaspillage. C'est vraiment scandaleux! On a remarqué que le ministre lui-même a compris, dans cet état des dépenses secrètes pour l'Algérie, les frais de son voyage à Eu et de son retour. Ce dernier trait suffit pour caractériser tout ce gâchis de dépenses.

CORRESPONDANCE DE LOUIS-PHILIPPE AVEC SES MINISTRES.

La même Revue publie une lettre de Louis-Philippe à la reine des Belges, sa fille, sur les mariages espagnols, et les lettres suivantes qui ne manquent ni de piquant ni d'intérêt.

AU ROI.

Sire,
Voilà Glucksberg qui me revient. J'ajourne à samedi tout ce que j'ai à dire au roi, et j'ajourne sans regret, car, d'une part, rien ne se fait en ce moment à Madrid : Bulwer sort à peine d'une fièvre pernicieuse qui l'a mis dans le plus grand danger; d'autre part, je vois, d'après ce que me rapporte Glucksberg, que, malgré les inquiétudes que conserve encore le roi, son opinion s'accorde au fond avec la mienne, et que nous pouvons marcher à notre but, en conservant jusqu'au bout toute la liberté nécessaire pour n'être dupes de personne.

Voici une nouvelle lettre de Bresson qui m'annonce que le duc de Cadix se rend enfin à Madrid. Le voilà ramené sur la scène. Le roi remarquera les paroles de la reine Christine sur l'opposition anglaise au mariage de l'infante avec Mgr le duc de Montpensier. Ceci confirme bien mon soupçon sur l'envie qu'ont les Cobourg de ce mariage-là pour eux-mêmes.

Je joins également ici quelques ordonnances de peu d'importance, que je prie le roi de vouloir bien signer, et une lettre du roi de Bavière, que vient de m'envoyer le comte de Luxbourg.

Je pars ce soir même pour Paris. Je veux être demain à la Sorbonne, où je sais que mon fils sera nommé. J'attendrai le roi à Paris, où je le prie de vouloir bien me renvoyer tout ceci. Je serai samedi aux Tuileries, une heure avant le conseil, avec un projet de petit discours. Je voulais l'écrire ce matin. J'ai été si accablé de visites qu'il n'y a pas eu moyen.

Je suis avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Val-Richer, mardi 11 août 1846.

AU ROI.

Sire,
Je sais que le roi arrivera fort tard aujourd'hui à Neuilly. Je ne tenterai donc pas d'aller lui rendre mes devoirs ce soir. Mais j'irai à Neuilly demain samedi, avant dix heures. J'ai besoin d'entretenir un peu longuement le roi. Je lui apporterai de bonnes nouvelles de Madrid. C'est une bien grosse affaire, et je crois pourtant qu'elle peut toucher à sa fin, et à une bonne fin.

J'ai l'honneur d'envoyer au roi quelques ordonnances peu importantes, et des lettres sur l'attentat (1).

Je suis, avec le plus profond respect, Sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Paris, vendredi 14 août 1846, cinq heures.

A M. GUIZOT, MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

Mon cher ministre, vous verrez bien que le billet ci-joint doit être envoyé à Londres. Je désire que vous l'adressiez à Jarnac, en le chargeant

(1) Le coup de pistolet tiré par Henri le 29 juillet 1846, pendant le concert des Tuileries.

officiant, tant de le montrer à lord Clarendon, à qui je rends de tout mon cœur la justice que son ami réclame, et même à lord Palmerston, à qui il est bon de rappeler certains faits, certains actes qu'on est si disposé à oublier et à méconnaître.

Bonjour, mon cher ministre.

Lundi, 47 août 1846.

LOUIS-PHILIPPE.

AU ROI.

Sire,

Je voulais aller rendre mes devoirs au roi ce matin. Il n'y a pas eu moyen. Les séances des deux chambres et les conversations inévitables m'ont pris la journée.

La chambre des pairs, qui n'était pas en nombre ce matin, votera demain son adresse. Le chancelier désirerait que le roi voulût bien la recevoir demain soir, pourvu qu'il y eût deux jours d'intervalle entre la présentation de l'adresse et le procès de mardi (2). Le roi aurait-il la bonté de me donner ses ordres? Je les transmettrais sur-le-champ au chancelier.

C'est sûrement à Neuilly que le roi recevra l'adresse des pairs?

Voici les lettres de Bresson et de Jarnac. Nous approchons du but. J'espère que nous ne tarderons pas à y toucher.

Je suis avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Vendredi 21 août 1846, six heures.

AU ROI.

Sire,

Voici la lettre particulière de Bresson venue par le courrier de cette nuit. J'y joins une lettre de Rumigny qui m'arrive à l'instant. Je regrette de ne pouvoir en aller causer sur-le-champ avec le roi. Je suis retenu par des lettres indispensables à écrire pour le courrier d'aujourd'hui. Mais, pour que le roi ne soit pas dans la nécessité de m'écrire longuement son avis, je me permets de lui faire passer ma lettre par M. Génie, qui est parfaitement sûr, et à qui le roi pourra, s'il le juge à propos, donner de vive voix les détails qu'il voudra. Je pense que ce qu'il y a de mieux, c'est que l'infante Isabelle (3), comme elle le propose, amène ici son frère. Quand une fois il sera auprès du roi, nous réglerons bien plus sûrement sa conduite. Si le roi partage à ce sujet mon opinion, j'en écrirai sur-le-champ à Rumigny.

Je suis avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

GUIZOT.

Jeudi, 15 octobre 1846.

AU ROI.

Sire,

J'ai l'honneur d'envoyer au roi bien des choses :

- 1° Une lettre de Rumigny qui m'arrive à l'instant, et qui ne me plaît guère. Cela traîne. Il faut bien que nous attendions;
- 2° Les copies que le roi désire d'une lettre particulière de Bulwer à lord Aberdeen sur don Enrique conqueror, but not suitor, et de la phrase où lord Palmerston appelle don Enrique the only fit;
- 3° Des lettres de Madrid qui viennent d'arriver;
- 4° Une longue lettre de Jarnac sur une conversation avec lord Palmerston, dans laquelle Jarnac a, je trouve, fort bien parlé et tenu avec avantage sa position;
- 5° Des lettres de d'André et de Chasseloup qui montrent le bon effet produit à Turin et à Francfort par nos communications.

Je prie le roi d'avoir la bonté de me renvoyer toutes ces lettres quand il les aura lues et fait lire.

Je suis, avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet,

GUIZOT.

Lundi, 19 octobre 1846.

AU ROI.

Sire,

J'ai l'honneur de renvoyer au roi les lettres qu'il m'a rendues, sauf celle de Rumigny, que je garde pour la relire attentivement et lui écrire. Je suis très-occupé de cet incident. Je voudrais beaucoup que nous reprissions possession de l'infant don Enrique. Rien ne contribuerait davantage à déjouer les mauvais desseins sur l'Espagne. Et par malheur cet excellent Rumigny n'a ni invention, ni autorité. Il faudrait décider, entraîner, enlever l'infant. Je crains fort qu'il ne sache pas s'y prendre. Je voudrais trouver quelque moyen. Je renverrai plus tard sa lettre au roi.

Voici d'autres lettres de Bresson, Fontenay et Dalmatie.

Je suis avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet,

GUIZOT.

Lundi, 19 octobre 1846.

AU ROI.

Sire,

Je suis tout à fait de l'avis du roi. Nous avons assez d'écritures, et je le ferai comprendre à Jarnac. Mais je prie le roi de remarquer que Jarnac ne s'est point livré, avec lord Palmerston, à la discussion orale contenue dans sa dernière lettre. C'est à moi seul qu'il raconte et explique, à sa manière, tout cet intérieur de la coulisse. Il n'a rien dit de tout cela à lord Palmerston, ni à aucun autre.

Voici une lettre du marquis de Sessaïons, que je mets sous les yeux du roi, comme il le désire. Je prie le roi de vouloir bien me la renvoyer. Je parlerai de ce jeune Polignac au ministre de la guerre pour qu'on lui fasse simplement justice, et je répondrai ensuite à M. de Sessaïons.

Je suis, avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

Samedi, 24 octobre 1846.

GUIZOT.

AU ROI.

Sire,

Voici des lettres de Flahaut, de Reyneval, de Rumigny et de Jarnac. J'irai m'en entretenir avec le roi et prendre ses instructions.

Puisque le duc de Bordeaux devait se marier, j'aime mieux ce mariage-ci que celui dont on avait parlé au roi.

L'histoire de la mission de Miraflores est bien une pure fable, et je l'ai dit tout de suite à lord Normanby. Il n'y en a aucune trace, ni écrite, ni parlée. Je fais rechercher la date précise de son arrivée et de son départ.

Je suis, avec le plus profond respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-fidèle serviteur et sujet.

Vendredi, 6 novembre 1846.

GUIZOT.

AU ROI.

Sire,

Je suis mille fois de l'avis du roi; j'en ai toujours été. Dès le premier jour je pensais comme aujourd'hui. Il y a maintenant des raisons de plus. Je ne puis douter qu'elles ne soient senties. J'en suis sûr, puisque la parole du roi les fera valoir.

Je suis aux pieds du roi fidèlement et respectueusement.

Paris, le 9 septembre.

SALVANDY.

AU ROI.

Sire,

J'ai l'honneur de remettre au roi le Standard. On ne peut avoir des

(2) Le procès Henri.

(3) Mariée à un Polonais et habitant Bruxelles.

idées plus saines. Il est vrai qu'on ne peut s'inspirer de meilleures sources. Je présume que ce qui a empêché les Débats de le transcrire, c'est la pensée que les hypothèses qu'il discute, les possibilités de guerre qu'il pèse, sembleraient inquiéter, et je penche pour cette opinion. Je craindrais qu'il n'inquiétât l'opinion et la place. Votre Majesté en jugera dans son invariable sagesse.

M. Guizot, sire, ne devant pas être prêt avant vendredi, je demande au roi la permission d'aller m'ensevelir dans les dossiers (à Graveron, près la commanderie, Eure), pendant ces trois jours. Un signe du roi me rappellerait en dix heures.

Mon départ prouve au roi combien j'ai complète sécurité. Le roi a fait toutes les choses impossibles aux pouvoirs antérieurs : l'œuvre de la révolution sans désordres et sans excès; — l'œuvre de Napoléon sans despotisme et sans conquêtes; — l'œuvre de la restauration, à bien des égards, sans soulèvement et sans impopularité. Il recommencera l'œuvre de Louis XIV sans guerre de la succession.

Je mets aux pieds du roi mon admiration, mon respect et ma fidélité.

Paris, 28, six heures du soir.

SALVANDY.

AU ROI.

Sire,

L'archevêque mékitariste, que Votre Majesté a daigné décorer, et qui vient d'établir une maison à Paris, part lundi pour Venise et l'Orient avec le regret de n'avoir osé prétendre à l'honneur de mettre ses hommages profondément sentis, aux pieds du roi. Il parle très-bien français. Il est très-dévot. Que juge Votre Majesté de cette situation? Je ne fais pas une demande au roi : il n'y a ici qu'un intérêt, celui de son service; et qui en serait aussi bon juge que le roi?

J'ose faire une demande au roi au sujet de M. Leverrier, l'admirable inventeur de planètes, dont le cœur fond de joie et de reconnaissance sur cette croix d'officier, qui a produit, sire, le meilleur effet dans le public. Votre Majesté a appris l'ambition à ce jeune savant. Il a celle d'être admis à l'honneur de mettre aux pieds du roi sa reconnaissance et sa confusion de vos bontés. Il y a si peu de mathématiciens et de géomètres pensant si bien, que je supplie le roi de consentir à le voir, ou le matin ou le soir, ou à présent ou plus tard. Votre Majesté s'enchainera une conquête vraiment digne d'elle.

Je suis avec respect, sire, de Votre Majesté, le très-humble et très-obéissant serviteur et fidèle sujet.

SALVANDY.

Paris, le 8 octobre.

DE L'ELECTION DU COMMANDANT SUPERIEUR DE LA GARDE NATIONALE DE LA SEINE.

La garde nationale de Paris vient de nommer ses chefs. Elle s'est demandé si elle ne devait point nommer aussi son chef supérieur.

Et, à cet égard, elle s'est rappelé ce qui s'est passé en 89 pour Lafayette, promu aux fonctions de commandant général de la milice parisienne.

Ce fut l'acclamation des électeurs qui conféra ce titre à l'illustre citoyen.

Et quand, peu de jours après, Lafayette, indigné des meurtres de Foulon et Berthier, donna sa démission, ce furent encore les électeurs et les députés des districts de Paris qui rendirent à Lafayette l'épée qu'il venait de briser.

Et cependant un roi existait, et une constitution n'avait point encore amoindri ou paralysé ses pouvoirs. Il est vrai que le 14 juillet venait d'ébranler son trône!

Le Gouvernement provisoire peut-il faire aujourd'hui ce que le roi ne peut pas faire? Peut-il conférer le grade de général à la milice citoyenne sans consulter cette milice?

La garde nationale ne l'a pas pensé, et une commission de son club central a rédigé une pétition qui, accueillie à la presque unanimité, a été présentée au Gouvernement provisoire.

Le Gouvernement provisoire ne peut oublier que le principe électif domine aujourd'hui nos institutions. La nouvelle circulaire du ministre de l'intérieur au sujet des élections pour l'Assemblée nationale n'annonce-elle pas que ce principe, consécration de la souveraineté du peuple, sera appliqué à la magistrature elle-même? Se bornera-t-on à élire les juges et les conseillers? Assurément non. On élira aussi les présidents. A plus forte raison la garde nationale, qui est le peuple armé, doit-elle nommer par ses suffrages son commandant supérieur. C'est dans cette sphère qu'on peut dire que, là où l'élection cesse, l'usurpation commence.

La décision du Gouvernement provisoire ne peut donc être douteuse : l'élection sera accordée à la garde nationale de Paris pour son général.

La garde nationale est la première à reconnaître les services rendus par le général qui la commande aujourd'hui. Elle n'agit point une question de personne; elle pose une question de principe. Le général ne doit-il pas demander lui-même que son pouvoir s'appuie sur un vote, expression de la confiance?

NOUVELLES DE L'ÉTRANGER.

ITALIE.

Les journaux de Turin et de Milan ne nous sont pas parvenus ce matin. Le courrier ne nous apporte qu'une feuille extraordinaire publiée à Gènes par les trois journaux : la Gazette, la Lega et le Corriere. Nous en extrayons les nouvelles les plus importantes.

« Crémone, 4 avril (lettre d'un officier de la garde). — Nous sommes arrivés ici le 2, et nous partons demain pour Mantoue. Ces deux jours de repos étaient indispensables. Nous avons été jusqu'ici une division de réserve; maintenant nous sommes, grâce à Dieu, division d'attaque, et nous avons à notre tête le duc de Savoie. L'accueil qu'on nous a fait ici ne pouvait pas être plus magnifique. »

Les nouvelles suivantes nous parviennent à l'instant :

« Radetzky est campé dans les plaines de Montebello avec 30,000 hommes; il a avec lui deux régiments d'Italiens, qu'il force à faire feu en tenant derrière leurs rangs des canons chargés à mitraille; mais les Italiens tirent en l'air. Nous sommes sûrs de la victoire. »

Dans le duché de Plaisance, les plus grandes sympathies sont pour Charles-Albert; on regarde comme certaine l'annexion du duché au Piémont.

(Autre correspondance.)

« Radetzky a mis Mantoue en état de siège; l'armée autrichienne, qui s'appuie sur le Mincio et l'Adige, est forte de 55,000 hommes. Mais les Impériaux sont plus forts que nous en artillerie et en cavalerie. »

— L'église de Saint-André, à Mantoue, a été convertie en caserne. L'évêque suppliait le chef des barbares de respecter la maison de Dieu; Gourgouk lui répond : Il n'y a d'autre Dieu que moi à Mantoue.

(Dernière correspondance.)

Aucune action décisive n'a encore eu lieu entre les belligérants; les Autrichiens ont désarmé les habitants de Mantoue, et ont frappé cette ville d'une contribution de guerre de 4 millions de francs, sous peine de pillage et d'incendie.

Parme. — Le duc est d'autant plus surveillé par le peuple, qu'on s'est aperçu qu'il avait les yeux sur le trésor public. La régence a été jetée bas; un gouvernement provisoire est institué à sa place.

— Les Vénitiens se sont emparés de la plus grande partie des bâtiments

de guerre de la marine ex-impériale; le gouvernement de Trieste, effrayé des succès des Vénitiens sur terre et sur mer, a envoyé le général de Pontis à Goritz, avec mission d'établir un cordon militaire sur l'Isonzo, et de commencer ses opérations contre le Frioul aussitôt qu'il aura à sa disposition un nombre suffisant de troupes.

Le Gouvernement provisoire de Milan a reçu la nouvelle que les Autrichiens, chassés de la ligne du Chiese, se sont repliés sur le Mincio. La forteresse de Peschiera est occupée par sept mille Autrichiens, il y en a onze mille à Vérone. Radetzky, arrivé dans cette ville, a désarmé la garde civique et institué une commission militaire permanente, avec mission de faire fusiller tout bourgeois qui serait trouvé nanti d'une arme quelconque. La municipalité de Vérone s'étant refusée de payer au maréchal une contribution de guerre de trois millions, celui-ci s'est emparé de toutes les caisses publiques et privées. La désolation qui règne partout gagne de nombreux soldats à la cause italienne.

Un appel fait par l'ex-vice roi, qui se trouve à Bolzano, aux populations du Tyrol allemand, n'a pas eu de succès. Toute sympathie pour l'Autriche est éteinte, même dans le pays qui lui a donné Hofer et de si intrépides défenseurs lors de l'invasion française en 1807.

ALLEMAGNE.

Rien de bien neuf ou de bien saillant.

5,000 volontaires viennois devaient partir le 4 avril pour l'Italie, sous le commandement du prince Frédéric de Schwartzemberg.

A Posen, Mierasowski vient de faire paraître une gazette polonaise.

ESPAGNE.

L'Espagne est toujours à la veille d'une commotion. Les rigueurs continuent contre les hommes de presse, pendant que l'on accable de faveurs et de cigares (sic) les soldats de la garnison.

Une émeute d'étudiants a éclaté à Barcelone dans les premiers jours d'avril, mais elle a été réprimée.

La terreur est à l'ordre du jour en Catalogne comme dans les Castilles.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

Nos derniers avis de New-York sont du 25 mars. La nouvelle de la révolution française était parvenue dans cette grande cité dès le 19 du même mois (mars), et y avait causé une sensation indicible.

Une association s'était formée pour venir en aide aux efforts d'émancipation des Irlandais, et un million de dollars (5 millions de francs) avaient déjà été recueillis par souscription pour favoriser cette entreprise.

NOUVELLES DE LA JOURNÉE.

— Le chargé d'affaires de Bade a communiqué au ministre des affaires étrangères de la République française la dépêche officielle suivante :

« Si les ouvriers allemands se présentent à la frontière du grand-duché, isolément ou en petites fractions, et non armés, les mesures sont prises pour qu'ils soient traités avec humanité, et pour qu'il leur soit alloué des étapes pour leur passage sur le territoire badois. Le gouvernement grand-ducal prêterait volontiers les mains à celui de la France pour effectuer, s'il se peut, d'une manière paisible, la rentrée des nationaux allemands dans leurs foyers. »

— Le ministre des finances vient de donner satisfaction à un vœu formé depuis longtemps par le public. La commission des monnaies a reçu l'autorisation de faire frapper des pièces de 1 centime. Avant la fin de ce mois, il en sera fait des livraisons au trésor public.

— Un arrêté du Gouvernement provisoire, en date d'hier 10 avril, approuve les statuts du comptoir national d'escompte de la ville de Rouen.

— Le ministre de l'instruction publique vient de prendre un arrêté relatif au concours d'admission aux places d'élèves du Collège de France.

— Le citoyen Garraud, directeur provisoire de la division des beaux-arts, est nommé aux fonctions d'inspecteur général des arts.

— M. Ernest Troncin est chargé, par le secrétaire général du Gouvernement provisoire, du service de la publicité et des communications officielles du Gouvernement avec les journaux et l'imprimerie nationale, en remplacement de M. Charles Blanc, nommé directeur des beaux-arts.

— Le club de la Société des Artistes dramatiques, qui tient ses séances passage Jouffroy, a élu trois de ses membres, MM. Bignon, Albert et Tisserant, parmi lesquels elle se propose de choisir un représentant pour envoyer à l'Assemblée nationale.

— Le chef arabe Bou-Maza vient d'être interné au fort de Ham.

— La décoration de Juillet vient de subir une complète transformation. Le ruban bleu et rouge est désormais remplacé par un nœud formé d'un ruban rose éclatant, avec un léger liséré noir, et dont les extrémités se détachent en ailes de papillon.

— Par suite de l'enquête ordonnée par le ministre de la guerre, à l'occasion des troubles qui ont éclaté le mois dernier à l'hôtel national des Invalides, sept hommes appartenant à l'hôtel ont été mis en état d'arrestation et conduits à la maison de justice militaire des conseils de guerre. Ces hommes vont avoir à subir une peine disciplinaire à la suite de laquelle ils ne pourront plus rentrer à l'hôtel. — La pension qui leur est allouée par l'Etat leur sera néanmoins conservée.

— Plus que jamais la vigilance de la police s'exerce à l'égard des maisons de jeu clandestines. — Hier encore, rue de la Chaussée-d'Antin, le commissaire de police du quartier opérait, avec ses agents, une descente dans une maison qui lui avait été signalée, et saisissait un jeu de roulette avec la somme de 10,000 fr. à laquelle s'élevaient les mises des joueurs. Un riche ameublement garnissant les lieux a été également saisi, et les deux individus préposés à la Banque et au râteau ont été sur-le-champ amenés à la préfecture de police.

— Voici un nouveau couplet ajouté en 93 à la Marseillaise, à propos des arbres de la liberté :

Arbre sacré, reçois le gage
De notre amour et de nos vœux;
Puisse-tu grandir d'âge en âge
Et couvrir nos derniers neveux!
Que sous ton ombre hospitalière
Le guerrier rencontre un abri;
Que le pauvre trouve un appui
Et que tout Français trouve un frère.
Aux armes! citoyens; formez vos bataillons;
Marchons, qu'un sang impur abreuve nos sillons.

— Le Rédacteur en chef : LEFLOCH.

IMPRIMERIE CENTRALE DES CHEMINS DE FER, DE NAPOLEON CHAIX ET C^{ie}.